

# L'engagement citoyen dans la société civile<sup>1</sup>



Par

P. Luc Dupont

Président

SROH

## Résumé

La vie en société implique des droits mais également des responsabilités afin qu'elle évolue au diapason des aspirations de ses citoyens. Pour ce faire, ces derniers doivent cultiver des occasions de collaboration pour faire entendre leur voix que ce soit au sein de la société civile, comme électeur ou citoyen engagé. Cette dynamique revêt une grande importance alors que l'individualisme est devenu une caractéristique fondamentale de notre société, et que nous vivons paradoxalement au diapason d'une interdépendance sans précédent. Pourquoi et comment faire pour se prendre en main ? Cet article aborde la question et trace certains paramètres.

## **Ennuyé par le quotidien, Déprimé par la médiocrité, Revigoré par l'adversité**

(Dominique de Villepin) Juin 2005

Ce thème revêt une très grande importance alors que l'individualisme est devenu une caractéristique fondamentale de notre société contemporaine, et que nous vivons paradoxalement au diapason d'une interdépendance sans précédent. Que l'on pense aux grands enjeux de l'environnement, de la démographie, de la faim, des impératifs de la sécurité et des droits et libertés que nous devons mettre dans la balance pour faire contrepoids à l'insatiabilité de l'individualisme. Que l'on pense au vieillissement de la population, à la sécurité sociale, au modèle de développement économique

qui remet en cause la sécurité d'emploi pour privilégier la notion de capacité d'être employé. Que l'on pense à l'interdépendance que nous avons à l'égard du système de santé, de l'énergie et même du secteur agricole.

## **Un projet de société s'articule autour des préoccupations des citoyens qui devraient faire entendre leur voix.**



Sommes-nous obligés de subir ce que d'autres décident pour nous, qu'ils soient scienti-

fiques, journalistes ou même industriels ? Certains pensent qu'il s'agit d'une fatalité, je pense plutôt qu'il s'agit d'une opportunité, voire d'une responsabilité pour se faire entendre et de se prendre en main. La nature humaine est imparfaite et, sans balise, elle peut être envahissante malgré ses bonnes intentions.

Comme l'eau qui cherche à atteindre la mer, la pluie peut inonder des maisons, des villes et des plaines et laisser derrière elle destruction et désolation. Paradoxalement, cette même eau, qui veut se rendre à la mer, peut avec un encadrement adéquat servir aux cultures, à la navigation, à l'électricité, à l'alimentation et même aux activités récréatives. Ces remparts, ces canaux et ces barrages s'apparentent dans mon esprit au rôle de la société civile.

<sup>1</sup> Cet article a fait l'objet d'une conférence ayant pour thème *Existe-t-il un remède à la démobilisation sociale?* prononcée en juin 2005, à la Société de recherche en orientation humaine. Participaient également à cette conférence, Greenpeace et la Fédération internationale pour l'éducation des parents.

La mer, cette destination finale de l'eau douce, c'est en quelque sorte le bien commun. Mais qu'en est-il de ce bien commun? Disposons-nous des connaissances pour comprendre le processus nécessaire à la réalisation des objectifs souhaités? Avons-nous la volonté de comprendre et celle d'agir? Où commencer? Voilà les véritables questions qui nous interpellent. En réalité, si on déplore souvent l'absence de projet de société, c'est sans doute parce que l'on n'en fait pas partie! C'est-à-dire que le nouvel ordre mondial, national ou régional qui se dessine et qui s'organise est bien réel, et il nous est imposé non pas par la force mais par notre apathie et notre inertie.

Un projet de société s'articule autour des préoccupations des citoyens et, en ce sens, il appartient à ces derniers de faire entendre leur voix. Celle-ci doit cependant s'inscrire à l'intérieur d'une vision d'avenir qui soit inclusive, fondée sur la connaissance, le respect et la responsabilité. L'individualisme, malgré son importance comme facteur de dynamisme économique, doit s'inscrire dans une optique d'équité et de justice pour préserver la notion de dignité humaine. Pour Jean-Jacques Rousseau (1758), dans une société vraiment démocratique, une société régie par la volonté générale, il devrait exister une telle égalité de propriété que

**«Nul citoyen ne soit assez opulent pour pouvoir en acheter un autre, et nul assez pauvre pour être contraint de se**

**vendre» (p. 416).**

La population est-elle intéressée à se mobiliser? On sait que le désengagement laisse libre cours aux abus et aux excès des plus forts et ouvre la porte aux dérapages et aux marchands d'illusion. Au-delà des dimensions politiques rattachées à la mobilisation, il est important, comme parents et éducateurs, de se rappeler la nécessité de cultiver l'esprit d'appartenance et de solidarité envers notre milieu et aussi envers la jeunesse et nos aînés afin que nous puissions évoluer dans un environnement de qualité.

### **Mobilisation et démobilisation : quelques symptômes**

Bien que la notion d'engagement social soit difficilement quantifiable, il existe différents indices qui nous permettent d'en ressortir les manifestations : le bénévolat, les dons à des activités de charité ou la participation aux élections.

L'Enquête nationale sur les dons, le bénévolat et la participation (ENDBP, 2001) nous donne un certain éclairage sur la mobilisation au Canada.

- L'enquête montre que 6,5 millions de Canadiens, soit 27% de la population de 15 ans et plus, avaient fait du bénévolat pendant la période précédant l'enquête. Il s'agit d'une baisse par rapport à 1997, alors que 7,5 millions de Canadiens, soit 31% de la population, avaient fait du bénévolat. Le nombre de

bénévoles a diminué en 2000 en dépit de l'augmentation du nombre de Canadiens, le taux de croissance se fixant à presque 2,5% pour la période de 1997 à 2000. Les bénévoles étant moins nombreux, le nombre total d'heures consacrées au bénévolat a diminué de 5% depuis 1997, selon les estimations pour s'établir à environ 1,05 milliard d'heures en 2000.

- Le montant de dons annuels pour les Canadiens de 15 ans et plus, en 1997 et 2000 au Québec, était le plus bas au pays, à savoir près de 120\$ alors que la moyenne au Canada se situait à environ 250\$.
- La plus grande partie (82%) de tous les dons au pays a été faite par seulement 20% des Canadiens âgés de 15 ans et plus.
- Les femmes, qui représentaient 51% de la population, ont contribué 53% de la valeur totale des dons, tandis que les hommes, représentant 49% de la population, ont contribué 47% de cette valeur.
- D'autres facteurs affectent la propension à donner : le niveau d'instruction, le statut d'emploi, les affinités religieuses, le revenu des ménages.
- Des baisses notables ont été observées quant à la participation des Canadiens titulaires d'un diplôme universitaire (passant de 74% à 67%) et de ceux ayant déclaré un revenu du ménage de 100 000\$ ou plus (passant de 73% à 63%). Cette constatation montre que ces Cana-

Tableau 1

**Incidences de diverses expériences de jeunesse**

1. A été membre d'une équipe sportive .....	66%
2. A vu un adulte respecté aider autrui .....	53%
3. A déjà été aidé par des gens .....	50%
4. A été membre d'un groupe jeunesse .....	49%
5. A fait du porte à porte pour ramasser des fonds .....	48%
6. A fait du bénévolat .....	45%
7. A un parent ou deux ayant fait du bénévolat .....	40%
8. A été membre d'un organisme religieux .....	28%
9. A participé à une association étudiante .....	18%

Tableau 2

**Les motivations à donner chez les donateurs**

1. Compassion à l'égard des gens dans le besoin .....	94%
2. Aide à une cause en laquelle on croit .....	91%
3. Touchés par la cause (soi ou un proche) .....	69%
4. Sentiment d'être redevables à la communauté .....	58%
5. Obligations ou croyance religieuse .....	31%
6. Crédits d'impôts du gouvernement .....	13%

Tableau 3

**Les obstacles au don chez les non-donateurs**

1. Économiser leur argent pour besoins ultérieurs .....	59%
2. Préférer dépenser à d'autres fins .....	53%
3. Croire que l'argent ne sera pas utilisé efficacement .....	38%
4. Ne pas aimer la façon d'être sollicités .....	30%
5. Donner directement aux gens .....	27%
6. Donner du temps au lieu de l'argent .....	24%
7. Difficile de trouver une bonne cause à appuyer .....	21%
8. Ne pas savoir où faire un don .....	15%

diens font moins de bénévolat. Même si la tendance générale au Canada en matière de bénévolat est à la baisse, il est utile de comprendre l'origine du geste de solidarité par celui qui donne. Comme en témoigne les données apparaissant dans le tableau 1, ceux qui sont le plus portés à donner ont déjà bénéficié d'une forme de soutien ou d'encadrement. C'est donc dire que l'investissement initial de ceux qui ont donné n'a pas uniquement aidé les bénéficiaires immédiats mais cela a indirectement contribué à l'engagement social d'une deuxième génération, ce qui s'apparente au principe de « multiplicateur » que l'on retrouve en économie. En d'autres mots, ceux qui donnent sont ceux qui, plus jeunes, ont eux-mêmes pu constater l'importance de l'entraide et du soutien.

Tel qu'indiqué au tableau 2, les deux principales raisons pour lesquelles les gens donnent sont : par compassion envers ceux qui sont dans le besoin; et par conviction envers la cause soutenue par un organisme donné. Les organismes qui savent faire connaître leur mission et démontrent comment ils viennent en aide aux nécessiteux pourraient réussir à s'attirer de nouveaux donateurs et des niveaux de soutien plus élevés. Les motivations fiscales sont celles qui comptent parmi les plus faibles, ce qui nous permet de croire au potentiel de solidarité qui existe parmi nos concitoyens.

Quand on cherche à comprendre pourquoi les person-

nes ne donnent pas, deux éléments du tableau 3 retiennent l'attention : l'esprit de consommation qui accorde une priorité à nos propres besoins; et le scepticisme à l'égard de la manière dont seront utilisés les fonds.

Les données du tableau 4 mettent en évidence l'importance des membres des organisations d'associer d'autres citoyens à leur action.

Le Québec aime se percevoir comme une société distincte. Cela se reflète de curieuse façon alors qu'elle est la région ayant les plus taux faibles de donateurs et de bénévoles au pays. Notre société évolue à un rythme effréné, au point où il nous est souvent difficile d'avoir des repères. L'action bénévole, qui était autrefois valorisée pour des considérations religieuses ou même idéologiques, n'a plus la cote. Cela se voit dans la difficulté de mobiliser des personnes autour d'une tâche non rémunérée.

Les indices qui manifestent le degré de mobilisation à une cause sont difficiles à cerner. Afin de circonscrire les symptômes de cette démobilisation, nous avons relevé un certain nombre de données, puisées dans les études de Statistiques Canada (2004). Depuis 1993, nous assistons au Canada et au Québec à une baisse de participation aux élections fédérales. En effet, de 69,6% en 1993, le taux de participation des Canadiens à ces élections est passé à 67% en 1997, à 61,2% en 2000 et à 60,9% en 2004. Pour les mêmes

Tableau 4

### L'engagement des bénévoles de 15 ans et plus en 2000

1. Recrutés par un membre de l'organisme.....	30%
2. Ont contacté eux-mêmes l'organisme.....	16%
3. Sont déjà membres de l'organisme.....	15%
4. Ont un enfant ou un conjoint engagé dans l'organisme.....	12%
5. Recrutés par un ami ou un membre de la famille extérieur à l'organisme.....	9%
5. Proposés, nommés ou élus.....	4%
6. Recrutés par un patron ou un employeur.....	3%
7. Ont répondu à un appel public.....	2%
8. Autres.....	5%

Tableau 5

### Le Québec, une société distincte?

Province	Taux de donateurs	Taux de bénévoles
Terre-Neuve	85%	31%
Île-du-Prince-Édouard	86%	37%
Nouvelle-Écosse	87%	34%
Nouveau-Brunswick	79%	29%
Québec	74%	19%
Ontario	78%	25%
Manitoba	84%	36%
Saskatchewan	83%	42%
Alberta	85%	39%
Colombie-Britannique	74%	26%

années, les Québécois ont voté à hauteur de 77,1%, de 73,3%, de 64,1% et de 60,5%. Bien que ces données ne révèlent pas tout, elles mettent néanmoins en évidence un désengagement certain à l'égard du processus électoral canadien.

Prises individuellement, ces données sont peu alarmistes. Mais une fois associées à une dynamique de mobilisation

sociale, elles tendent à démontrer une fragmentation de la cohésion sociale qui nous interpelle.

### Le rôle de la société civile

La société civile fait partie intégrante du processus politique et social contemporain et s'avère essentielle au bon fonctionnement du processus

démocratique dans la mesure où il appartient au citoyen de se faire entendre, de se manifester et d'agir non seulement pour lui-même mais également pour l'évolution de la société.

Grâce notamment à l'avènement des technologies de l'information, cette société civile est en mesure de transcender les frontières de son champ d'action pour bâtir des collaborations non seulement au Québec et au Canada mais également à l'échelle internationale. À travers ces collaborations, il lui est possible d'enrichir sa réflexion et surtout d'aspirer à faire face à des instances qui ont elles-mêmes mondialisé leurs opérations.

Sous l'impulsion du multilatéralisme découlant par exemple des accords intervenus au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'évolution récente de la notion de souveraineté limite en tout état de cause la capacité d'action traditionnelle de l'État. Cette transformation de l'échiquier

social et politique signifie qu'il existe dorénavant une coupure entre ceux qui consomment et ceux qui décident, à tout le moins sur un plan géographique

### La mobilisation sociale s'inscrit dans la continuité de l'action individuelle.



et peut-être même culturel. Alors que le gouvernement se désengage de nombreux secteurs d'activités en faisant notamment appel au secteur privé comme maître d'œuvre, la société civile peut aspirer à devenir une forme de contrepoids aux moyens et aux ressources déployés et ce, pour faire entendre la voix des citoyens. L'action individuelle peut faire une différence. Par contre, l'action collective peut

en augmenter l'impact. La SROH s'intéresse en particulier à la prévention, l'éducation et l'action sociale. La prévention nécessite un effort de veille portant sur les grands enjeux touchant la famille, les jeunes et les enfants et pour voir comment, comme citoyens, nous pouvons mieux comprendre ce qui se passe dans la société, car cela peut avoir un impact sur nous comme citoyens, comme parents et même comme dirigeants. La dimension éducative porte essentiellement sur l'importance de créer en nous une disponibilité pour comprendre et pour saisir notre fonctionnement dans le groupe dans lequel nous évoluons et dans la société.

Nous sommes, comme personnes, non seulement les héritiers de la génétique de nos parents mais également du conditionnement dont nous avons fait l'objet. Comment pouvons-nous aspirer à une certaine forme de liberté si nous ne disposons pas d'une capacité de réflexion? Comment aspirer à une certaine forme de liberté si nous ne disposons pas d'une capacité d'action, c'est-à-dire d'une compétence professionnelle et des moyens humains pour les communiquer ou les utiliser? Paradoxalement, comment peut-on aspirer à une certaine forme de liberté si nous ne savons pas faire preuve d'une certaine discipline et de continuité dans l'effort? La mobilisation commence par soi-même. Une fois engagée, la mobilisation sociale s'inscrit dans la continuité de cette action.



## Existe-t-il une façon de s'affranchir de son statut de consommateurs pour s'affirmer comme citoyens ?



### Pour un engagement citoyen

Nous avons choisi le thème de cet article pour trois principales raisons. La première est de débattre des limites de l'individualisme. Le chacun pour soi est une réalité dans notre monde d'aujourd'hui, mais quelles en sont les limites ?

La deuxième est de mettre en lumière l'importance de l'action sociale. Une organisation comme Greenpeace qui opère dans plusieurs régions du monde agit comme fer de lance pour défendre la notion de développement durable dans son ensemble. Une organisation comme la Fédération internationale pour l'éducation des parents travaille pour sa part à l'échelle internationale pour défendre le droit des parents en favorisant de ce fait même un authentique esprit de coopération internationale. Il s'agit de deux organisations qui font contrepoids à des intérêts susceptibles de mettre en péril la qualité de notre environnement ou de nos relations au sein de la famille.

Enfin, la troisième, c'est de susciter une réflexion pour voir comment nous pourrions nous inspirer de ces éléments pour améliorer notre efficacité comme organisation et nous permettre, par la même occasion, d'actualiser notre compréhension de certains des grands enjeux qui nous confrontent comme citoyens dans la société.

Notre société évolue aujourd'hui au diapason d'une complexité grandissante où un certain nombre des enjeux censés être à la base des institutions démocratiques échappent à la compréhension des citoyens. Soulignons, pour fins d'illustration, les organismes génétiquement modifiés, la problématique des cellules souches, le réchauffement de la planète, les gaz à effet de serre, le protocole de Kyoto, la culture d'embryons, l'influence des nouvelles technologies de l'information et le processus de convergence et de son corollaire, la pensée unique. Plus près de nous, pensons à la problématique du décrochage scolaire et à la sexualité précoce des jeunes. Même dans notre maison, savons-nous réellement ce que nous mangeons, buvons ou respirons ? Étant ignorants de ces questions, nous ne pouvons pas faire entendre notre voix. Cela constitue en quelque sorte une forme d'abdication démocratique et citoyenne.

Le rythme effréné de la vie quotidienne pour soutenir la course à la consommation ne laisse que très peu de temps pour permettre à la personne

de faire le point avec elle-même et ses proches. Les Québécois consomment près de 23,6 heures de télévision par semaine (comparativement à 21,7 au Canada), ce qui constitue, et de loin, l'indice de consommation le plus élevé au Canada (Statistiques Canada, 2005). À en juger par les cotes d'écoute de Télé-Québec, il ne s'agit sûrement pas de personnes qui écoutent des documentaires ! Alors que s'accélère le vieillissement de la population en Occident et dans notre société, l'idée même d'une mobilisation qui dépasse les bornes d'un certain corporatisme est-elle désuète ? Alors que le gouvernement dispose d'une capacité d'action réduite, existe-t-il une autre façon de s'affranchir de notre statut de consommateurs pour s'affirmer comme citoyens ?

L'éducation constitue pour la SROH un aspect fondamental du développement durable. J'espère que cette réflexion aura permis de mieux comprendre l'importance de la mobilisation et de la vigilance citoyenne comme moyen pour prendre en main notre destinée.

#### Références

ENDBP (2001). *Canadiens dévoués, Canadiens engagés-Points saillants de l'Enquête nationale sur les dons, le bénévolat et la participation*. Ottawa : Le Centre canadien de Philanthropie et Statistiques Canada.

Rousseau, J.J. (1758). *Œuvres complètes. Discours sur l'économie politique*. Paris : Éditions du Seuil (1971), vol. 2, p. 416.

Statistiques Canada (2005). Le Quotidien, Bulletin d'information. <http://www.statcan.ca/Daily/Francais/050331/q050331b.htm>

Statistiques Canada (2004). [http://www40.statcan.ca/102/cst01/govt09c\\_f.htm](http://www40.statcan.ca/102/cst01/govt09c_f.htm)